En partenariat avec
ONE
Observatoire de la Nouvelle Eurasie



2026, l'année de tous les dangers pour *le Tadjikistan* ?

Par **Didier Chaudet**, géopolitologue spécialiste du monde persanophone (Iran, Afghanistan, Tadjikistan) et de l'Asie du Sud (Pakistan, région himalayenne), cofondateur de l'Observatoire de la Nouvelle Eurasie (ONE) et membre du comité de rédaction de la *Revue Défense Nationale*.

Photo ci-dessus : Le président tadjik Emomali Rahmon et le président russe Vladimir Poutine lors d'une cérémonie de bienvenue devant le Palais de la Nation à Douchanbé, le 9 octobre 2025. Après avoir obtenu son indépendance de l'URSS en septembre 1991, le pays a connu une guerre civile de 1992 à 1997. (© Bureau du président russe/ Kristina Kormilitsyna)

Quand on parle de la géopolitique centrasiatique, la tendance est d'oublier le seul État persanophone de la région : le Tadjikistan. Pourtant, en 2026, il apparait, à bien des égards, à la croisée des chemins, d'un point de vue politique et sécuritaire, ce qui pourrait avoir des conséquences non négligeables sur le reste de la région.

Comprendre les difficultés du Tadjikistan par son histoire

Pour aborder correctement le Tadjikistan actuel, il faut prendre en compte son passé, et l'interprétation officielle de ce dernier. Selon Douchanbé, les Tadjiks se considèrent comme les plus anciens habitants d'Asie centrale, face aux autres peuples de la région, turcophones, qui ont « submergé » la région ultérieurement. Ce discours a d'abord été le produit des études orientalistes russes, puis d'une politique soviétique mettant de côté la réalité d'une histoire de cohabitation, d'interpénétrations, et de bilinguisme dans la région. C'est, à bien des égards, la création d'un territoire différencié par les Soviétiques, qui a créé le nationalisme tadjik contemporain. Et dans ce cadre, les Tadjiks ont été profondément frustrés dans leur sentiment national naissant par le refus d'associer à leur République des territoires qu'ils considéraient comme leurs : Samarcande, Boukhara, et la province de Sourkhan-Daria (tous administrativement rattachés à l'Ouzbékistan actuel). Et cela pour des raisons géopolitiques et politiques plus que nationales **(1)**. Dès cette période, on peut considérer que le nationalisme tadjik se vit comme tronqué, affaibli par des acteurs extérieurs, nourrissant un sentiment d'isolement qui reste d'actualité. Son caractère inachevé explique qu'il n'a pas su pleinement convaincre une population tiraillée entre une grande fierté culturelle et historique, en fait supranationale, et des identités locales.

Cette réalité explique un passé très récent qui pèse particulièrement sur le Tadjikistan contemporain, celui de la guerre civile, dès les premières années de l'indépendance (1992-1997). Une approche superficielle de ce conflit en surestime le caractère idéologique, opposant, en théorie, islamistes, ou une coalition « islamo-démocrate », et un camp conservateur postsoviétique (parfois appelé « néo-communiste »). On est bien plus proche de la réalité quand on voit la guerre civile tadjike comme le produit d'un localisme façonné par le système soviétique de collectivisation des terres, de déplacement des populations, et d'indigénisation des élites de la République socialiste soviétique du Tadjikistan. Cela a signifié une compétition entre groupes locaux pour l'accès aux ressources et au pouvoir. La manne financière, venant de Moscou, fut perdue après la chute de l'URSS ; les tensions entre identités locales déjà existantes ont été exacerbées en conséquence. À cela, il faut ajouter une faiblesse fatale pour le pays nouvellement indépendant : des élites divisées entre le pouvoir politique, dominé par Léninabad (dans la province de Soghd, au Nord), et les forces de sécurité, contrôlées par les Pamiris.

La guerre civile s'est organisée autour de deux coalitions : conservatrice et rebelle. Les conservateurs étaient en fait une alliance entre Léninabad et les Koulabis (d'une province à la frontière avec l'Afghanistan). Un rapprochement qui avait déjà germé sous l'URSS, Léninabad voulant étendre sa base politique. Pendant la guerre civile, les Koulabis ont dominé le camp gouvernemental, et c'est l'un des leurs, Emomali Rahmon, qui est devenu président du pays. Face à eux se trouvait une alliance rebelle entre les Gharmis, une population en partie déplacée dans le Sud-Ouest, sans accès au pouvoir, influencée par le discours islamiste en conséquence, et les Pamiris, les Ismaéliens du Haut-Badakhchan (Est du Tadjikistan), laïcisés **(2)**. Il ne faut pas sous-estimer la grande violence de cette guerre civile, tournant à une logique d'élimination totale de la population adversaire. Cela explique le fait que 1,5 million de Tadjiks soient devenus, durant les combats, des réfugiés dans leur propre pays, et que 600 000 aient fui vers l'Afghanistan, pays voisin lui-même en proie à une guerre civile à l'époque **(3)**. Quant au nombre de morts, il oscille entre 35 000 et 157 000 **(4)**.

De nos jours, le Tadjikistan est un petit pays, montagneux et enclavé, de 10,97 millions d'habitants en février 2026, frustré par les limites qui lui ont été imposées par le passé soviétique. Et c'est la nation la plus pauvre d'Asie centrale — legs d'une guerre civile dont le souvenir hante les mémoires actuelles.

Un régime sultanique inquiété par les questions iranienne et afghane

En réponse à cette histoire difficile, le président Rahmon, après 1997, a fondé, de fait, un régime « sultanique ». C'est-à-dire dans une logique autoritaire sans réelle idéologie, dominée par le pouvoir absolu de la personne à la tête de l'État. Un tel régime tend à fonctionner par la peur, la corruption, l'élimination de toute concurrence, avec une base de soutiens qui se réduit avec le temps, privilégiant une domination familiale **(5)**. C'est bien dans

cette approche visant à consolider son pouvoir personnel que le président de la République du Tadjikistan a détricoté ce qui avait permis le processus de paix avec l'opposition : il a notamment mis hors-la-loi en 2015 le principal parti d'opposition islamiste (pourtant très modéré (6)), et s'est opposé à l'émergence de toute alternative, dans l'opposition mais aussi dans son propre camp. Depuis 2016, ce choix d'un régime « sultanique » est arrivé à sa conclusion logique : permettre une transition du pouvoir entre le président Rahmon et son fils, Roustam Emomali. Ces dernières années, la préparation de la transition a signifié cibler des acteurs influents au sein du régime, qui pourraient se montrer hostiles à la passation de pouvoir : il y a d'abord eu une série d'arrestations, au cours de l'été 2024, de personnalités pourtant loyales au clan présidentiel depuis 1992, au nom d'un coup d'État supposé ; puis des remaniements importants, jusqu'à tout récemment. En effet, en janvier 2026, des changements ont été annoncés aux ministères de la Justice, des Affaires étrangères, de la Défense, ainsi qu'au niveau de la Cour suprême, de la Garde nationale, et des forces des garde-frontières. Douchanbé a même fait le choix, en février-mars 2025, de céder des milliers d'hectares au Kirghizstan, afin de régler au plus vite le différend frontalier du Ferghana, après les tensions armées de 2021-2022.

Si, auparavant, il a pu y avoir des tensions entre le régime de Douchanbé et la République islamique, le premier se méfiant des positions idéologiques de cette dernière, des réalités géopolitiques les ont balayées : pour les Iraniens, c'était le choc de l'abandon, par l'administration Trump, de l'accord sur le nucléaire iranien en 2018 ; pour les Tadjiks, c'était la constatation qu'une dépendance sécuritaire et économique trop grande à la Russie n'est pas forcément une source de stabilité pour le régime.

On peut voir cette orientation politique comme le désir d'imposer autoritairement la stabilité du pays sur la durée, même après la mort d'Emomali Rahmon. Au-delà d'un désir de domination politique « classique », le président sorti vainqueur de la guerre civile a peut-être vu dans son régime la seule façon d'éviter un retour des troubles passés. Mais cette approche réduit plus encore les soutiens du régime, à une période où sa sécurité pourrait également être mise en danger à l'extérieur.
En effet, en plus des risques associés à cette transition dynastique, il y a deux sources d'inquiétudes spécifiques pour Douchanbé, en ce début d'année 2026 : l'Afghanistan et l'Iran.

Relation avec l'Afghanistan

Le Tadjikistan partage une frontière de 1357 km avec l'Afghanistan, considérée comme poreuse encore aujourd'hui. De fait, depuis plusieurs décennies, ce voisin a toujours été vu comme un facteur d'instabilités. Avec le retour des talibans au pouvoir le 15 aout 2021, Douchanbé se trouve confronté à une menace sécuritaire non négligeable venant du Sud. Il y a bien entendu l'État islamique au Khorasan (EI-K), qui considère le régime du président Rahmon comme un ennemi à abattre, mais surtout qui réussit à recruter des Tadjiks pour ses actions terroristes dans la région, tel que l'indiquent les attentats perpétrés à Kerman (Iran) puis à Krasnogorsk (Moscou, les 3 janvier et 22 mars 2024). Plus largement, l'insécurité est devenue une réalité à la frontière entre Tadjikistan et Afghanistan : des infiltrations violentes de terroristes ou de trafiquants de drogue fin 2025 et début 2026 ont poussé l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC) à accepter le principe, en février 2026, de devoir armer les forces gardant la frontière. Le problème va au-delà des relations compliquées entre Douchanbé et Kaboul : il semblerait que des forces hostiles au Tadjikistan puissent agir en toute impunité en territoire afghan.



Relation avec l'Iran

Quant à l'Iran (7), encore au début de l'année 2026, il devait être un atout pour un Tadjikistan préparant sa transition politique : les images du « Forum Iran-Tadjikistan pour le Commerce, l'Investissement économique et le Tourisme » à Douchanbé, permettant une rencontre au sommet entre les présidents Rahmon et Pezechkian le 15 janvier, donnaient le sentiment d'une relation enfin apaisée entre les deux pays. C'était la continuation d'un cycle vertueux dans les relations bilatérales entamé en 2019. Si, auparavant, il a pu y avoir des tensions entre le régime de Douchanbé et la République islamique, le premier se méfiant des positions idéologiques de cette dernière, des réalités géopolitiques les ont balayées : pour les Iraniens, c'était le choc de l'abandon, par l'administration Trump, de l'accord sur le nucléaire iranien en 2018 ; pour les Tadjiks, c'était la constatation qu'une dépendance sécuritaire et économique trop grande à la Russie n'est pas forcément une source de stabilité pour le régime.
L'inauguration de l'usine de drones Ababil-2 à Douchanbé devait ouvrir la voie à une plus grande implication iranienne dans la sécurité tadjike, un soutien particulièrement utile face à un Afghanistan problématique.
Bien entendu, les espoirs fondés sur ce rapprochement sont morts sous les bombardements israélo-américains. Impuissant face à des événements sur lesquels il n'exerce aucune influence, le régime tadjikistanais s'est fendu d'une déclaration d'appel à l'apaisement et au dialogue laconique, le 1er mars 2026. Mais le président Rahmon a tout de même osé présenter ses condoléances au président Pezechkian pour la mort d'Ali Khamenei. Contrairement à l'analyse occidentale qui voit la République islamique comme condamnée, le dirigeant centrasiatique, quant à lui, n'insulte pas l'avenir.
On ne peut nier les risques d'instabilité qui menacent le Tadjikistan en 2026. Tout va dépendre, à bien des égards, de la transition « sultanique » du pouvoir, et des choix que fera le prochain président. Mais aussi des conséquences, loin d'être claires à plus long terme, de la guerre contre l'Iran.

Didier Chaudet

Notes

(1) Paul Bergne, *The Birth of Tajikistan: National Identity and the Origins of the Republic*, Londres, I.B. Tauris, 2007, p. 131.

(2) Olivier Roy, « Tadjikistan : structure d'un conflit », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien*, n°19, janvier-juin 1995, p. 445-452.

(3) Bakhtiyor Sobiri, « The Long Echo of Tajikistan's Civil War », *openDemocracy*, 23 juin 2017.

(4) Certains chiffres officieux font état d'un bilan de 300 000 morts.

(5) H.E. Chehani et Juan J. Linz, « A Theory of Sultanism 1: A Type of Nondemocratic Rule », *Sultanistic Regimes*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1998, p. 10-23.

(6) Une modération qu'on ne peut pas remettre en doute. Voir Kathleen Collins, *Politicizing Islam in Central Asia: From the Russian Revolution to the Afghan and Syrian Jihads*, Oxford University Press, 2023, p. 189-193.

(7) Didier Chaudet, « Iran-Tadjikistan, entente cordiale en terre persane », *Revue Défense Nationale – Tribune* n° 1708, 9 mai 2025.

Photo ci-contre : Le chef d'État du Tadjikistan, Emomali Rahmon (à droite) et le président de la République islamique d'Iran, Massoud Pezechkian, lors du « Forum Iran-Tadjikistan pour le Commerce, l'Investissement économique et le Tourisme », le 15 janvier 2026. Au terme de ces rencontres, treize accords de coopération d'une valeur de plus de 450 millions de dollars ont été signés entre des entrepreneurs et des investisseurs du Tadjikistan et d'Iran. (© Bureau du président de la République du Tadjikistan/Flickr)